

CAEN NORMANDIE MÉTROPOLE

pôle métropolitain

Extrait du Registre des Délibérations du Comité Syndical Séance du vendredi 22 mai 2026

DCS20-2026

Le 22 mai 2026, à 13h, le Comité Syndical, régulièrement convoqué le 15 mai 2026, s'est réuni, dans sa composition prévue à l'article 4-1.3 des statuts du pôle métropolitain, à l'Hémicycle de Caen la mer, sur convocation adressée à ses membres par Monsieur Emmanuel RENARD, Président.

Nombre de délégués
en exercice : 74
Quorum requis : 37

Présents : 69
Pouvoirs : 3
Votants : 72

Excusés : 7

Date de convocation :
15/05/2026

Étaient présents :

Communauté Urbaine Caen la mer : M. Romain BAIL, Mme Olga BOUBET-FURAHA, Mme Cécile COTTENCEAU, M. Renaud DE SAINT DENIS, M. Damien DE WINTER, M. Fabrice DEROO, M. Nicolas JOYAU, M. Jean-François JURASCHEK, Mme Azilis LADJADJ, M. Stéphane LE HELLEY, M. Marc LECERF, M. Patrick LEDOUX, M. Benjamin LEPAYSANT, M. Philippe MARS, M. Aristide OLIVIER, Mme Sylvie PERNOIT, Mme Dorothée PITOIS-BLESTEAU, M. Emmanuel RENARD, M. Thierry RENOUF, M. Rodolphe THOMAS, Mme Laurence TROLET, M. Bruno GODEFROY (délégué suppléant), M. Aurélien GUIDI (délégué suppléant), M. Christian HARDOUIN (délégué suppléant), M. Didrik JANIN-HAMEL (délégué suppléant), M. Michel LAFONT (délégué suppléant), M. Pascal POLIN (délégué suppléant), Mme Aminthe RENOUF (déléguée suppléante), Mme Magali SAINT (déléguée suppléante)

Communauté de communes Cingal – Suisse Normande : M. Jean-Claude BRETEAU, M. Pierre BRISSET, Mme Céline CAPET, M. Romuald FERRARI, Mme Lynda LAHALLE, M. Jacky LEHUGEUR, M. Loïc MELON, M. David MODESTE, M. Patrick MOREL

Communauté de Communes Cœur de Nacre : M. Philippe CHANU, M. Thông DAO, M. Arnaud DOLLEY, M. Thomas DUPONT-FEDERICI, M. Jean-Luc GUILLOUARD, M. Laurent HOTTELART, M. Franck JOUY, M. Olivier LAVALT, M. Alain DUVAL (délégué suppléant)

Communauté de communes Pays de Falaise : M. Sébastien BINET, M. Kévin DEWAELE, M. Jacques LE BRET, M. Bruno CANDON (délégué suppléant), M. Edouard REUSSNER (délégué suppléant)

Communauté de communes Vallées de l'Orne et de l'Odon : M. Christophe BRAUD, M. Rémy GUILLEUX, M. Jérôme LEBOUTEILLER, M. Bruno LEGRIX, M. Emmanuel MAURICE, M. Olivier PINEL, M. Didier BERTHELOT (délégué suppléant), M. Eric BURNEL (délégué suppléant), M. David GUESNON (délégué suppléant)

Communauté de communes Val es Dunes : Mme Ann BAUGAS, M. Jean-Christophe CARON, Mme Marie-Françoise ISABEL, M. Guillaume LECOEUR, M. Philippe PESQUEREL, M. Yves LEBOURGEOIS (délégué suppléant), Mme Angélique LEMIERE (déléguée suppléante), M. Jacques-Yves OUIN (délégué suppléant)

**DESIGNATION D'UN
REPRESENTANT DU POLE
METROPOLITAIN CAEN
NORMANDIE METROPOLE
A L'ASSOCIATION
LEADER FRANCE**

Etaient présents mais ne prenaient pas part aux votes :

Communauté Urbaine Caen la mer : M. Jean-Marc PHILIPPE, M. Pierre SCHMIT

Communauté de communes Cingal Suisse Normande : Mme Isabelle ONRAED (déléguée suppléante)

Communauté de communes Cœur de Nacre : Mme Florence LASKAR (déléguée suppléante), M. Loïc PIERRE-BOITARD (délégué suppléant)

Communauté de communes Vallées de l'Orne et de l'Odon : M. Frédéric JUS (délégué suppléant), M. Philippe LANDREIN (délégué suppléant), Mme Martine PIERIELA (déléguée suppléante)

Etaient excusés et avaient donné pouvoir :

Communauté Urbaine Caen la mer : M. Benjamin CAMPOS (pouvoir à M. Emmanuel RENARD), Mme Sonia DE LA PROVOTE (pouvoir à M. Aristide OLIVIER)

Communauté de communes Val-ès-Dunes : M. Philippe PIARD (pouvoir à M. Philippe PESQUEREL)

Etaient excusés :

Communauté Urbaine Caen la mer : M. Xavier HAY, M. Laurent MATA (délégué suppléant)

Communauté de communes Cingal Suisse Normande : M. Serge LADAN

Communauté de communes du Pays de Falaise : Mme Sylvie GRENIER

Communauté de communes Vallées de l'Orne et de l'Odon : M. Jean-Luc MOTTAIS

Communauté de communes Val-ès-Dunes : M. Olivier GUILLEMETTE, Mme Maria MONTERO

DESIGNATION D'UN REPRESENTANT DU POLE METROPOLITAIN CAEN NORMANDIE METROPOLE A L'ASSOCIATION LEADER FRANCE

Exposé :

Créé en 1997 à l'initiative de différents Groupes d'Action Locale (GAL), la Fédération LEADER France est le seul réseau dédié pour défendre les fondamentaux de LEADER et une gestion la plus efficiente possible du programme. Membre de nombreuses instances nationales et européennes, LEADER France est un partenaire majeur et intervient pour relayer les difficultés des territoires mais aussi pour valoriser leurs réussites.

Grâce à ses actions et à ses nombreux adhérents, la fédération est aujourd'hui un partenaire reconnu et écouté. Preuve en est l'élection du Président de LEADER France à la présidence d'ELARD, le réseau européen des GAL LEADER.

L'association LEADER France produit des articles de presse et des communiqués qui ont une bonne résonance au niveau national et européen. Elle est force de lobbying à ces échelles et organise de nombreuses réunions et rencontres à destination des élus et des agents. Ses experts fournissent un support technique précieux et les échanges et retours d'expérience des autres GAL membres du réseau peuvent être utiles pour la bonne mise en œuvre de la nouvelle programmation.

Les 4 priorités de LEADER France :

- Consolider le réseau des GAL et les partenariats des acteurs régionaux et nationaux de la démarche LEADER.
- Représenter les GAL dans les instances nationales et européennes pour relayer leurs attentes et leurs difficultés.
- Accompagner les GAL dans la mise en œuvre du programme et valoriser leurs réussites et les bonnes pratiques.
- Défendre la place du développement rural dans les politiques européennes post 2020.

Il convient de désigner un délégué à l'association LEADER France.

Proposition :

Il est proposé la désignation de M. Philippe PESQUEREL comme représentant du Pôle métropolitain Caen Normandie Métropole à l'association LEADER France.

Vote :

Le Comité Syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents ou représentés :

- **DESIGNE** M. Philippe PESQUEREL comme représentant du Pôle métropolitain Caen Normandie Métropole à l'association LEADER France.

La présente délibération peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de la publication, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif compétent ou d'un recours gracieux auprès du président du syndicat mixte, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un délai de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite pourra elle-même être déférée au tribunal administratif dans un délai de deux mois.

Pour extrait conforme,

La secrétaire de séance,

Le Président,

Marie-Françoise ISABEL

Emmanuel RENARD

